Appel à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs *revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre,* se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :

– L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes – Hommes

– L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO

– *L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des* carrières de la fonction publique

– L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)

– Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés

– *L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et* accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique

– Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.

RENDEZ-VOUS
JEUDI 5 NOVEMBRE À 14H
À FOIX, HAUT DE VILLOTE

LDH
Fondée en 1898

03.11.2026

LA LDH SOUTIENT L'APPEL INTERSYNDICAL À LA JOURNÉE DE MOBILISATION DU 5 NOVEMBRE 2026

Communiqué LDH et appel au rassemblement le 5 novembre 2026

Les politiques d'austérité budgétaire décidées en France et confirmées dans le dernier projet de budget aggravent les crises qu'elles prétendent combattre. Elles s'attaquent aux plus fragiles, asphyxient les services publics, les associations et les outils de solidarité, conduisant inévitablement à un nouvel accroissement du chômage et de la précarité dans nos sociétés.

En parallèle, les moyens financiers pour se préparer à faire face aux conséquences des *changements climatiques, tout en agissant pour leur atténuation, ne sont à la hauteur ni des* enjeux, ni de l'urgence.

Les mobilisations de la jeunesse pour demander des conditions dignes pour apprendre et disposer d'un avenir sont particulièrement légitimes dans ce contexte. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Il n'est pas acceptable, dans un Etat de droit, que le gouvernement fasse le choix grave d'assimiler les jeunes à des ennemis intérieurs à neutraliser par des armes de guerre ou en dévoyant des législations antiterroristes.

Les revendications portées par les organisations syndicales sont elles aussi ignorées, dénigrées et les violences des dernières années avec leur cortège de personnes estropiées interrogent partout, jusqu'aux organisations internationales, sur ce que font les gouvernements français, gouvernements qui se disent pourtant libéraux.

Les valeurs de solidarité et d'égalité portée par la jeunesse sont relayées et amplifiées par les mobilisations syndicales. Face à cet élan d'espoir soutenu très largement, la responsabilité des autorités politiques est totale dans le blocage du dialogue, en période d'intensification de la crise. Des réponses sociales de court et de long terme doivent être apportées, mais aussi un engagement fort contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. L'échéance électorale de 2027 ne peut pas laisser le champ libre à la destruction d'un modèle sociétal construit sur la promesse de l'égalité des droits pour toutes et tous, ni à la destruction de l'Etat de droit et du commun par l'effondrement programmé des services publics et de la protection sociale.

C'est pourquoi la LDH (Ligue des droits de l'Homme/droits humains) soutient l'appel intersyndical pour la **journée de mobilisation du jeudi 5 novembre 2026.** La réduction des inégalités, le renforcement du socle social et la construction de services publics de qualité, à la hauteur des besoins de la population, mais aussi la défense de notre Etat de droit sont autant d'urgences qui doivent nous conduire à être nombreuses et nombreux dans la rue.

Paris, le 3 novembre 2026